

Reponse À La Lettre D'Un Pretendu Voyageur À Dantzic À Un Ami De Stralsund, Sur la guerre qui vient de s'allumer dans L'Empire

[Deutschland?], MDCCLVII.

<http://purl.uni-rostock.de/rosdok/ppn1750018977>

Druck Freier  Zugang



*Réponse
à la lettre d'un prétendu voyageur
à Dantzic...*

1757.

VII

02

Jh VII
1902.

29.

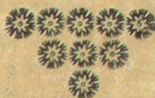
REPONSE
À LA
LETTRE

D'UN PRETENDU
VOYAGEUR A DANTZIG

À UN
AMI DE STRALSUND,

Sur la guerre qui vient de
s'allumer dans

L' E M P I R E.



M. D. CC. LVII.



REPONSE

A. A.

LETTRE

DU

VOYAGEUR A DANZIG

A. A.

AM. DE STRALSUND

Sur la route qui tient de
Stralsund à Danzig

L. E. M. P. I. R.



M. D. CC. LXXII

REPONSE
A L A
LETTRE

D'UN PRETENDU
VOYAGEUR A DANTZIG

A U N
AMI DE STRALSUND,
&c.

JE ne conteste pas les qualitez,
Monsieur; Vous êtes un voya-
geur, un Habitant du Monde,
qui ne s'est fixé nulle part. Vous pou-
vez être ce qu'il vous plaira. Vous
écrivez de Dantzic, à un Ami de
Stralsund; cela est très permis. Mais
vous publiez un écrit, pour appuyer
le Mémoire raisonné, par lequel S. M.
Prussienne prétend être en droit de
A ij

faire la guerre à l'Imperatrice Reine, & de s'être emparé de la Saxe; & c'est à ce sujet que je dois vous répondre. J'ai regretté de vous laisser dans des Idées destituées de fondement. Vous avez pris la défense d'une mauvaise affaire. On gagne cependant toujours à ne se charger que des bonnes; & j'en suis fâché pour vous.

Auriez vous crû par hazard Monsieur, que ce Mémoire raisonné, à ce qu'on prétend, ne l'étoit pas assez pour produire sur l'esprit, du Public l'effet qu'on s'en étoit promis. En auriez vous été averti; & vous flatteriez vous, ou de raisonner plus juste, & plus conséquemment; ou bien vous seriez vous simplement proposé de donner plus de poids & de Clarté aux raisonnemens employés dans ce Mémoire. Si c'est la première raison, je ne puis que vous féliciter d'être si bien instruit, quoique peu à portée de l'être. Si c'est

le second motif, je me charge de vous répondre pour celui à qui vous avez écrit, & de vous démontrer, si vous n'êtes pas trop prévenu pour m'écouter, que vous avez pris une peine assez inutile.

Ma Lettre ne sera pas longue Monsieur. Les Ecrits publiés par les Cours de Vienne & de Dresde ont dissipé les Nuages répandus dans ceux de la Cour de Berlin. Les faits supposés & avancés avec hardiesse, les faux raisonnemens, les Applications peu justes, les conséquences mal tirées, la vaine déclamation conçue en des termes indécents, sont les seuls moyens dont cette dernière Cour a pû faire usage, pour pallier l'Injustice de cette guerre & l'Invasion de la Saxe.

La défense est bien avancée, quand on n'a que des faits vrais à publier, des Applications à détruire, des principes à rétablir, des conséquences à relever, & des jus-

A iij

tes droits à prétendre. Tout cela est fait. Le Public est déjà instruit; il sçait à quoi s'en tenir sur toutes les assertions Prussiennes; & la Cour de Berlin, en multipliant ses écrits, ne fera que le convaincre de plus en plus de l'injustice de ses procedez, & de ses artifices.

C'est à vous seul que je réponds, Monsieur; & sans entrer dans une grande discussion sur le Sujet principal, je ne ferai que suivre votre Lettre, l'examiner avec attention; & je me bornerai à faire quelques remarques sur divers principes, que vous avancez, qui quoique destitués de tout fondement, pourroient laisser quelques doutes dans l'esprit des gens peu instruits du Droit public.

Je remarque d'abord que vous vous étudiez à ne faire qu'une seule & même cause de celle de la Cour de Vienne & de celle de la Saxe. Selon vos principes, vous n'a-

vez pas tort. La Cour de Saxe n'a pas accédé au Traité de Petersbourg. Elle ne s'est point écartée de celui de Dresde ; elle a souffert patiemment les Interprétations injustes que la Cour de Berlin en a faites , pour ce qui regarde les prétensions de ses Sujets à la Steuer du Pays ; & quoiqu'elle ait toujours temoigné envain son desir d'entretenir un bon voisinage, en se relâchant même de ses droits , elle est restée dans les bornes de la modération. Bien loin d'augmenter ses Troupes depuis la Paix de Dresde, elle en a fait deux réductions consécutives , bien résolue , de garder une Neutralité exacte & religieuse dans la présente guerre. Elle en a donné des preuves si convaincantes à Sa Maj. Pruss. par ses Offres & ses Déclarations , qu'on ne peut se dissimuler , que le véritable motif du refus qu'on en a fait , ne peut être que la résolution ferme qu'il a-

voit prise , de ruiner entièrement la Saxe. Qu'importe tout cela, me direz vous , Monsieur. Le Roi mon Maître vouloit faire la guerre à l'Imperatrice Reine; & pour la faire avec succès , l'occupation de la Saxe , & son defarmement lui étoient absolument nécessaires. Il falloit pour cela charger cette Cour des mêmes Imputations , & lui faire la même querelle. Nous ne reconnoissons plus ces anciens droits que vous reclamez. Nous leur avons substitué de nouvelles Loix. Nous avons fait un nouveau Code , & c'est sur le droit de la guerre & de l'épée , que nous voulons fonder nos prétentions ; & autoriser nos Convenances.

C'est au moins agir de bonne foy , Monsieur que de parler ainsi. Cet aveu me plait ; & la Cour de Berlin auroit bien mieux fait de s'en tenir hautement à cette nouvelle Jurisprudence , que de recourir , comme elle fait , dans tous ses écrits ,

à des imputations aussi injurieuses & à des productions de pièces , qui toutes defectueuses qu'elles soient dans l'employ qu'on en veut faire demontrent le contraire de ce qu'on a voulu faire croire au Public.

En verité , il vaudroit mieux ne pas écrire , que de se mettre au-dessus des Opinions reçues , & de se dispenser des devoirs & des Obligations qui font le lien des societez.

Je vous ai déjà dit , que je n'entreprendois point en entier la défense des Causes de la Saxe , & de la Cour de Vienne , ces Cours n'ont plus besoin qu'on publie l'injustice des Armes Prussiennes ; & les faux prétextes dont on veut les appuyer. C'est votre Lettre que j'attaque , & dont je veux dissiper les Nuages.

Vous commencez par vouloir démontrer , que le *Traité de Petersbourg de 1746.* sur tout en ce qui est

A v

stipulé par l'Article Secret , est une contravention manifeste à celui de Dresde de 1745. Cette assertion est bien hardie sans doute. Mais elle est aisée à détruire par l'Article même que vous citez , dont voici les termes! „ S. M. l'Impératrice déclara qu'elle observera religieusement „ & de bonne foy le Traité de „ Paix conclu entre Elle & S. M. „ le Roi de Prusse à Dresde le 24. „ Dec. 1744. & qu'elle ne fera „ pas la première à se départir de „ la renonciation qu'elle a faite de „ ses droits sur la partie du Duché „ de Silesie, & la Comté de Glatz”. Il est bien vrai que dans la suite les deux Impératrices conviennent entre Elles d'un concert , pour que les droits de la première sur la Silesie cedés au Roi de Prusse , puissent revivre & avoir lieu de nouveau. Mais il faut lire les Articles , & on y verra , que c'est dans le cas qui y est aussi spécifié, „ si con-

(II)

„ tre toute attente & les vœux com-
„ muns , le Roi de Prusse fut le
„ premier a s'écarter de cette Paix ,
„ & attaquât hostilement l'Impéra-
„ trice Reine & ses Successeurs ,
„ ou bien la Republique de Polo-
„ gne ”.

Appelez vous une contravention
à un Traité , un accord , qui n'a
d'autre Objet que de se précaution-
ner , & de se mettre en défense
au cas de Rupture , de la part de
celui avec qui il est contracté.

Je ne sçais pas, Monsieur, dans
quelle Jurisprudence vous puisez vos
idées? L'article de *Grotius* que vous
alleguez dans son Traité du droit
de la Paix & de la Guerre, ne
peut - être appliqué qu'au Roi de
Prusse, puisqu'il y est dit „ qu'une
„ seconde manière de rompre la
„ Paix , consiste à contrevenir aux
„ Articles clairs & exprés d'un Trai-
„ té, ” & que c'est la précisément
le cas dans lequel il se trouve. Pré-

tendez vous faire croire à quelqu'un, Monsieur, que de se stipuler, qu'on rentrera dans ses droits cedés, si le Traité, par lequel on les cède, est enfreint par une nouvelle guerre, puisse être une contravention ? Non, Monsieur, ce Traité n'existe plus, quand on y a donné une pareille atteinte; & chacune, des parties contractantes, rentre pleinement dans les droits, qu'elle avoit auparavant.

Mais l'Imperatrice Reine, me direz vous, fait revivre ses droits sur la Silesie. Sans contredit! C'est une juste prétension de sa part. Et qui vous dit, qu'elle ne fera pas plus; & que c'est là qu'elle restreint les avantages qui résultent nécessairement en sa faveur de la Guerre contre un ennemi, qui ne s'est fait aucun scrupule de rompre une Paix, jusqu'alors si religieusement gardée.

Vous croyez, Monsieur avoir démontré, La Contravention au Trai-

té de Drefde , en difant que l'Im-
pératrice s'eft ftipulée par celui de
Petersbourg de rentrer dans fes
droits fur la Silefie dans le cas où
S. M. Pruff. attaqueroit non feule-
ment les Etats Autrichiens , mais
même dans celui , où il feroit la
Guerre à la Ruffie & à la Pologne.

Vous vous trompez affurément ,
& vous oubliez , que ce Traité n'é-
tant qu'une Alliance deffenfive , n'a
rien que de jufté : Que les ftipula-
tions de fe preter une Affiftance
mutuelle , ont toujours été permifes ,
& ne peuvent porter d'ombrage
qu'à ceux , qui fe trouvent gênez
par là dans les vues qu'ils peuvent
avoir de faire valoir , non pas leurs
droits , mais leurs Convenances.

Le Traité de 1746. a pour prin-
cipal Objet , de renouveler , & de
confirmer les Alliances précédentes
entre les deux Etats fi l'on y eft
entré dans quelques autres particu-
laritez c'eft que le danger ayant pa-

ru plus grand, on a cru devoir se tenir en garde contre un Voisin entreprenant, & toujours en forces: Toutes les Histoires nous fournissent des exemples de ces sortes de Traités. Ils ont eû deux objets; le premier de se garantir contre les projets de ses Voisins; & le second d'établir un Equilibre de Puissance, qui en arrêtant l'Ambition des Princes les plus jaloux, assure aux plus foibles la libre & tranquille jouissance de leurs Etats. Le Roi de Prusse fait sentir à ses Voisins, & sur tout à l'Empire, la nécessité de ces Traités.

Ce sont les Nuages que vous avez voulu répandre sur ce Traité de Petersbourg, par les interpretations que vous en avez faites, qui m'ont obligé à cette explication, qui en decouvrant la Verité, le met à l'abri des fausses inductions que vous prétendez en tirer.

En voilà assez sur cet objet pour

vous convaincre qu'en raisonnant comme vous faites, ou vous ignorez les principes d'une jurisprudence publique, communément reçue; ou que faute de moyens, vous avez eu recours pour la Dëfense de la cour de Berlin, à des subtilités recherchées, & incapables de faire la moindre impression.

Le Traité de Petersbourg est l'ouvrage de la Cour de Vienne, & elle l'a pleinement justifiée, aux yeux de tout l'Univers, dans sa réponse au Mémoire raisonné.

J'admets votre principe qu'en fournissant des Troupes auxiliaires à une Puissance en Guerre, contre une autre, en vertu de quelque Convention, on n'entre pas pour cela en Guerre. Je vous en ferai peut-être souvenir dans l'occasion. Mais vous appliquez mal ce Principe à cette seconde Guerre du Roi de Prusse, faite à la Reine de Hongrie, peu de tems après la Paix de Bressau. C'é-

toit une Guerre dans les formes, & le terme *d'auxiliaire* ne peut-être employé, que l'orsqu'on joint un Corps de Troupes à l'Armée de celui, qui fait la Guerre en Chef, ou par une diversion.

Je ne dirai point que cette Guerre fut entreprise en faveur de L'EMPEREUR CHARLES VII, & pour forcer l'Armée Autrichienne, qui avoit passé le Rhin, à repasser ce Fleuve, pour dégager la Saxe & l'obliger à venir au secours de la Bohême, dont le Roi de Prusse venoit de s'emparer. Mais, cette nouvelle Guerre avoit un motif d'intérêt; & vous n'êtes pas bien instruit, Monsieur quand vous dites, que ce Prince ne se stipula pas la moindre acquisition pour lui, sur la Maison D'Autriche. On pourroit vous donner des Mémoires là-dessus, que probablement vous affectez d'ignorer.

Vous me fournissez encore une

occasion de combattre vos idées ,
 lorsque vous dites que les deux
 Cours Impériales n'ont pas lieu de
 se plaindre , de ce qu'on a forcé le
 Cabinet du Roi de Pologne , „ &
 „ qu'on en a enlevé tous les pa-
 „ piers, par la raison qu'on a droit
 „ aux écrits & aux papiers d'un
 „ Ennemi comme on a droit à tout
 „ ce qu'il possède.

Pourroit t'on vous demander ,
 pourquoi vous appelez le Roi de
 Pologne Ennemi? & ne devez vous
 pas craindre d'en être defavoué ,
 puisque S. M. Pruss. a déclaré hau-
 tement, *qu'elle ne faisoit pas la Guer-*
re à la Saxe; Qu'elle ne l'avoit pris
que comme un Dépôt sacré; Qu'elle fai-
soit profession d'être Ami du Roi de
Pologne , & qu'elle en prenoit le Ciel
& la terre à temoin. Comment osez
 vous avancer, qu'on a été en droit
 de forcer les Archives d'un Prince
 Ami , à qui l'on ne fait pas la
 Guerre , & à qui on a seulement

B

demandé un passage par ses Etats.

C'est rendre une Cause bien mauvaise, que de l'appuyer par des motifs, & des faits, qui ont révolté toute l'Europe. Mais enfin, quelle decouverte a t'on faite en forçant le Cabinet? Bien loin que les Pièces produites par extrait, prouvent les engagements que le Roi de Prusse reprochoit à S. M. Polonoise, elles demontrent précisément le contraire; & il n'est resté à ceux qui ont usé de cette violence, que la honte de leurs procédés.

Où avez vous trouvé, Monsieur, que la Saxe n'attendoit que le moment favorable, pour se déclarer en faveur de l'Imperatrice Reine. Vous êtes un étranger, dites vous. Mais cette qualité ne vous permet pas d'avancer un fait manifestement faux & reconnu pour tel non seulement par les Amis de la Saxe, mais même par ses Ennemis, qui n'en ont fait usage que pour le faire servir

de prétexte à l'Invasion qu'ils vou-
loient y faire.

Croyez moi, Monsieur, le faux
quelque déguisé qu'il soit, se lais-
se toujours découvrir. Il ne sou-
tient pas l'examen, & il n'en resul-
te jamais que la honte de l'avoir
imaginé, & de s'en être servi.

Vous cités encore un endroit de
Grotius L. I. n. 40. Vous me pa-
roissez fort sur l'érudition. Vous
permettrez cependant que je retor-
que ce passage contre vous. A qui
des deux, de l'Imperatrice Reine ou
du Roi de Prusse peut on appliquer
les expressions de *Insolita Copiarum
Conscriptione*.

Il est constant que les forces de
la première n'ont point été augmen-
tées depuis long tems. Elles é-
toient dispersées dans divers de ses
Etats, éloignez les uns des autres.
Elles n'ont même pû être rassem-
blées, que longtems après les mar-
ques non douteuses de la Guerre

B ij

que le Roy de Prusse vouloit faire, & même après son Invasion en Saxe.

Celles de ce Prince ont été supérieures en tout tems. Il les a toujours augmentées par la formation de nouveaux Corps. Elles ont toujours été en état de se rassembler en tout tems, & de se porter où les raisons de Convenance de leur maître pouvoient les conduire. Je vous fais juge vous même, malgré vos préventions, de decider sur laquelle de ces Puissances, pourroit tomber le soupçon d'avoir eû envie de rompre la foy promise; *Læsis fidei*.

Le terme de *Cause commune* dont vous parlez reçoit une différente interpretation, suivant le Sujet auquel il est appliqué, dans une Guerre déclarée. Quel qu'ait été l'agresseur, chacun dans son parti peut traiter sa cause de *Cause commune*, parce qu'elle est rendue telle, par l'Alliance dans laquelle il est entré. Si après

une Alliance contractée, le terme de *Cause commune* est employé par un des contractans, quelque soit l'objet de cette Alliance, il donne à connoître par là, qu'il y participe. C'est un espèce d'aveu qu'il en fait. mais qui ne peut-être tiré a conséquence à moins que l'Alliance ne soit offensive.

Vous pretendez que le Comte de Bruhl s'est servi de cette expression dans une de ses Lettres au Sr. de Funck. Mais que pretendez vous en inferer Monsieur? Voudriez vous faire passer les extraits tronqués & mutilés publiés par le Memoire raisonné, comme autant de preuves juridiques?

Quelle certitude avez vous de ce prétendu Resultat du grand Conseil de Russie? La Cour de Prusse en a t'elle demandé l'explication. Si ce résultat à été conclu & arrêté en 1755. ne seroit t'il pas un effet des instances de la *Cour Britannique*, à la

B iij

quelle le Roi de Prusse étoit très suspect, par ses liaisons, qui subsistoient alors avec la France.

Comment appliquerez vous cet objet au cas présent pour faire de ce résultat une prétendue Ligue offensive entre les deux Impératrices. Je vous laisserai démêler tout cela. Mais, quand même vous en auriez démontré la vérité, l'accession de la Cour de Saxe à ce résultat, est aussi peu vraie, que celle qu'on lui reproche pour le Traité de Petersbourg de 1746. & vous ne prouverez jamais, que cette Cour ait pris aucun engagement contre S. M. Pruss. avec la Russie ou avec la Cour de Vienne.

Mais, me direz vous, quel sens donnez vous à ces Mots de *Cause Commune*? Le voici, la Cour de Saxe ne désavouera pas les craintes & les allarmes, dont elle a été agitée par les démonstrations répétées de la mauvaise volonté du Roi de Prusse contre elle, dont el-

le ne ressent que trop les malheureux & tristes effets. Dans cette situation , à qui pouvoit elle communiquer ses justes peines ? A qui pouvoit elle s'adresser dans cette affreuse situation , si ce n'étoit à ses Amis & Alliés , en leur faisant connoître le danger auquel elle étoit exposée & la nécessité d'y pourvoir par des mesures , & par des arrangemens. C'est là Cause Commune que la Saxe a embrassée. Cette Cour refuse d'entrer dans aucun engagement. Mais elle desiré d'être secourue & demande, qu'on prenne des mesures à cet effet. Y a-t'il rien de plus juste & de plus naturel ? Malgré cette sage modération , c'est cette Cour qu'on accuse de trahisons , de Complots, d'avoir allumé le feu de la guerre , enfin de tout ce qu'il y a de plus odieux , & contre laquelle on commence les hostilités.

Vous remarquerez, Monsieur, que

B i v

je passe beaucoup de vos Commentaires sur la conduite de la Cour de Vienne, sans y toucher, cette Cour ayant publié sa défense. Je ne peux qu'y applaudir; & je crois qu'il est inutile d'y rien ajouter. J'en use de même en ce qui regarde la Cour de Saxe, dont la défense met dans tout leur jour les imputation fausses & injurieuses de la Cour de Berlin, que vous ne faites que répéter.

Des discours & des propos vagues ne sont pas des motifs pour faire la guerre; & le Roi de Prusse seroit le premier grand Prince, qui eût justifié ses Armes, par un ressentiment si fort au-dessous de lui. Mais, parmi vos fictions & vos équivoques, il vous en échappe une vérité; c'est que le Roi de Prusse vouloit par l'occupation de la Saxe couvrir ses Etats. Vous auriez pu ajouter encore les autres motifs de ce Prince.

Celui là en est un , & il suffit. Avez vous trouvé quelque part dans Grotius , que vous me paroissez feuilleter quelquefois , qu'il soit permis , à une Puissance qui entreprend de faire la guerre , de s'emparer d'un Etat Intermédiaire , & de le subjuguier quelque avantage qu'il puisse en tirer , lorsque cet Etat s'est déclaré neutre , & qu'il s'est pleinement justifié d'avoir eu aucuns engagements avec la Puissance attaquée qui puissent être suspects à l'Agresseur.

Vous dites que le Roi de Prusse est en droit de servir contre la Saxe , & de la regarder comme ennemie. Vous n'êtes pas d'accord avec ce Prince , car S. M. Pruss. a déclaré le contraire , & ne cesse de publier , qu'il traite les Saxons avec la même douceur que ses Sujets.

Il est bien vrai que la Saxe éprouve le contraire. Le monde en-

B v

tier est instruit de ses malheurs, & il seroit assez inutile d'en faire ici l'énumération.

Vous êtes étonné, pourquoi on a trouvé étrange que le Roi de Prusse ait desarmé la Saxe? Cela pourroit être plausible, si on n'avoit pas découvert le mot de l'énigme, faites la guerre à l'Impératrice Reine conjointement avec moi, ou je vous la fais à l'un *E* à l'autre. Je ne ferai pas de commentaire là-dessus, ces termes s'entendent sans explication, & ils montrent la nouvelle Jurisprudence de la Cour de Berlin.

Je passe sur votre Erudition; mais quelque inutilement qu'elle soit employée, je voudrois pour vôtre honneur qu'elle fut plus exacte.

Vous voulez prouver, que la Maison d'Autriche a toujours eû des vûes sur la Pologne; & Vous commencez par l'Empereur Henry IV. à lui attribuer ces vûes. Eh, Mon-

seigneur ! avez Vous oublié que cet Empereur vivoit au XII Siecle ; y avoit il alors une Maison d'Autriche ?

Vous finissez votre Lettre par des Considerations politiques. Je vous laisse le Champ libre à cet égard. Je n'entreprends pas de vous suivre , ni de vous arrêter.

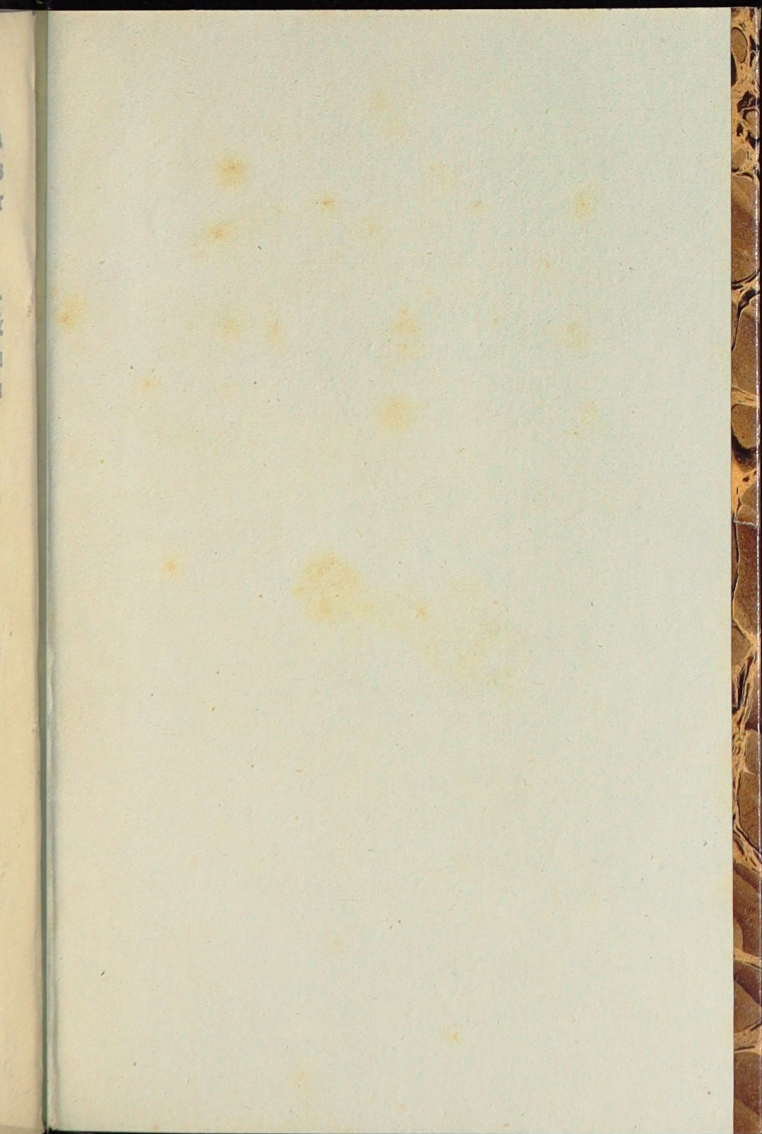
Mon but en vous répondant n'a point été de politiquer & je crois que ce seroit peine perdue d'y songer avec Vous. Je ne me suis proposé que de relever des faits mal avancés , de faire sentir le faux de vos raisonnemens , de vos Inductions , & de rétablir les principes que vous avez interprétés légèrement , suivant les applications que vous en avez voulu faire.

Il vous est permis , Monsieur , de vous flatter que vos reflexions politiques feront quelque Impression sur l'Esprit dans l'Empire & dans l'Europe. Je ne voudrois pas vous

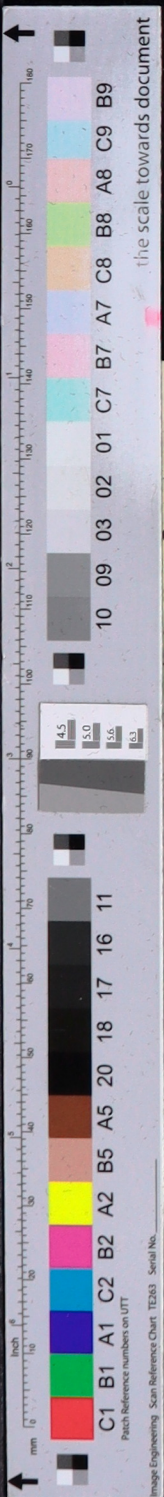
en répondre. On voit trop clair à présent dans les principes, & dans les vûes de la Cour de Berlin, pour se laisser surprendre.

On ne croit plus que les faits authentiques; ce sont eux qui dissipent les Nuages de la fiction, & des vains discours, & on aimera toujours à écouter la verité, à la croire, & à la défendre.









)
& il fuffit. A-
quelque part dans
s me paroiffez
, qu'il foit per-
ence qui entre-
uerre, de s'em-
termédiaire, &
quelque avantage
lorsque cet E-
entre, & qu'il
tifié d'avoir eu
avec la Puiffan-
ent être fufpects

e Roi de Pruf-
servir contre la
arder comme en-
pas d'accord a-
S. M. Pruff. a
, & ne cefse de
e les Saxons a-
eur que fes Su-

que la Saxe é.
Le monde en-
v